

2

La campagne De l'U.N.E.F. au 1^{er} trimestre

- * le problème pédagogique
- * orientation et spécialisation



21 / 27 n° 15
Décembre 1966

Dans le texte d'orientation voté au Congrès de GRENOBLE et dont le dernier numéro de « 21-27 » donnait de larges extraits se trouvaient surtout des éléments d'analyse de l'Université et de sa place dans la formation sociale.

Mais le système universitaire avec ses diverses déterminations est le produit d'une pratique théorique, il n'est pas l'objet direct de la pratique syndicale. Le militant syndical ne se trouve pas confronté **au système universitaire en général**, mais à des problèmes très concrets tels l'insuffisance de l'encadrement, l'attitude ambiguë de certains professeurs devant la réforme, la démobilisation du milieu, bref le syndicat se trouve aux prises avec une **conjoncture**. Le militant travaille sur une Conjoncture, sa pratique est indissolublement connaissance de cette conjoncture et action pour la transformer. Mais pour que ce travail ne soit pas aveugle, il faut que le militant puisse dépasser une lecture empirique de la conjoncture au profit d'une lecture fondée sur une analyse du système d'enseignement. Ce que donne l'analyse du système universitaire c'est une

« grille » qui permet de lire la conjoncture pour y déterminer les éléments sur lesquels il faut peser.

L'article qui suit tente de déterminer quelle doit être l'intervention de l'U.N.E.F. au premier trimestre en fonction d'une telle analyse de conjoncture. Nous supposons acquis :

- le premier article de ce numéro sur la pratique syndicale ;
- l'analyse générale du Plan Fouchet.

Pour l'analyse du plan FOUCHET, voir :
1) Numéro de « 21-27 » printemps 1966, pages 9 et 10.
2) Page centrale du numéro de rentrée : « LAMBDA ».

A. la conjoncture

1 le milieu étudiant et la situation de l'université à la rentrée

Puisque le milieu étudiant est l'élément sur lequel le syndicat étudiant intervient le plus directement et que donc son comportement est un des aspects principaux du « moment actuel », il convient d'étudier d'abord comment se présente la rentrée 66 par rapport aux précédentes.

Le fait essentiel est bien sûr l'application de la première tranche de la Réforme, c'est-à-dire l'introduction de la première année du premier cycle.

Quelles en seront les conséquences?

Une chose est sûre : la rentrée sera généralement assez mauvaise, cela s'entend à un niveau très élémentaire : manque de locaux, pénurie de professeurs, impréparation, dysfonctionnement. Bref la « machine universitaire » aura des ratées. Plusieurs causes se combinent pour donner un tel résultat : situation antérieure déjà très mauvaise dans l'Enseignement Supérieur, expansion démographique à absorber, surtout difficultés techniques d'une passe [phase] de transition, auxquelles ni le gouvernement (en refusant les crédits indispensables) ni les enseignants (en refusant à bon droit toute nouvelle heure supplémentaire) ne remédient. A cela s'ajoute dans la perception du milieu étudiant l'incertitude et le malaise que crée tout changement, incertitude elle-même redoublée par le peu d'informations diffusées (sur les équivalences par exemple). L'U.N.E.F. pourra sans doute compter sur un tonus revendicatif assez fort dès la rentrée et l'on s'en est déjà aperçu en sciences, où plusieurs centaines d'étudiants, à qui on a refusé l'inscription à un certificat par manque de place, ont signé des pétitions. Par contre le sens de ces revendications risque d'être assez corporatiste du moins sans grande signification politique. En effet, dans la mesure où les difficultés de la rentrée universitaire sont liées à une période de transition marquée par l'introduction d'une Réforme, dans cette mesure il est **presque normal** que des problèmes se posent et il n'en irait pas radicalement autrement si la transformation de l'Université allait dans un sens démocratique. Tout au plus peut-on reprocher au gouvernement de n'avoir pas pris les moyens nécessaires, mais un tel ordre de critique ne permet guère de dépasser un stade très élémentaire de revendications. Il y a donc contradiction entre l'actualité des problèmes posés et leur signification politique assez superficielle.

les problèmes d'orientation

Mais d'autres éléments nouveaux, qui permettent de contester en profondeur le système universitaire et le sens de la Réforme, entrent en jeu à la rentrée. Car parmi tous les points qui peuvent servir d'impact à une critique de fond du Plan Fouchet, il en est certain qui seront plus prégnants à la rentrée parce qu'ils seront appréhendés de façon concrète lors de la première tranche d'application. C'est ainsi que les **problèmes d'orientation** ont une place privilégiée. Actuellement sont touchés les étudiants de première année du premier cycle qui, en lettres par exemple, ont à choisir entre sept sections sans qu'aucune structure d'orientation réelle n'ait été mise en place. D'autre part ces mêmes étudiants subissent une politique d'orientation semi impérative : pour les décourager de s'inscrire en C.P.C.M., l'administration fait trainer leur inscription tout en leur conseillant fortement d'aller s'inscrire en dentaire, en biologie, etc.

Progressivement au cours de l'année les problèmes d'orientation vont s'étendre à presque tous les étudiants de lettres et de sciences. Ceux-ci vont se préoccuper des modalités précises selon lesquelles s'effectuera à la rentrée 1967 l'orientation vers la licence ou la maîtrise. Choisir ce thème comme thème privilégié pour le premier trimestre n'est donc pas arbitraire, mais c'est la conjoncture même qui nous impose ce choix.

Un autre point d'enclage de notre intervention se trouve dans l'assiduité obligatoire pour les étudiants de première année. Il y a là une possibilité réelle de poser le problème des conditions nécessaires à cette assiduité, à savoir une allocation d'études permettant à l'étudiant de se consacrer à plein temps à ses études.

la formation professionnelle

Par contre la question de la formation professionnelle qui est cependant l'un des axes majeurs de la Réforme avec la création des I.U.T. (la fonction économique de l'Université deviendra au fil des années plus importante) ne pourra être posée de façon concrète que très localement. Ceci n'interdit d'ailleurs pas au mouvement de se donner ce thème comme un de ses terrains de réflexion et d'élaboration en même temps qu'il devra suivre de très près le développement des treize I.U.T. créés.

2 les rapports des forces

De bonnes possibilités objectives de mobilisation du milieu existent. Encore faut-il que l'organisation syndicale sache les exploiter au mieux. Il ne suffit pas de déterminer la matière première de l'intervention syndicale ni de montrer qu'il existe des points précis permettant de structurer le milieu sur la base d'une contestation du système universitaire, il faut aussi évaluer quel est, dans notre champ d'intervention, le rapport des forces au moment présent et s'interroger sur les capacités actuelles de l'UNEF, à organiser les luttes étudiantes.

le pouvoir

Quelles sont les forces des deux camps? L'adversaire, c'est-à-dire le pouvoir, s'est singulièrement renforcé au cours des dernières années. Tant dans les luttes politiques générales en France que sur le terrain plus limité des luttes universitaires, le pouvoir a pris une assurance certaine. Les tentatives de regroupement de la gauche, l'accord C.F.D.T. - C.G.T. sont à la fois la preuve du recul des forces démocratiques et un essai pour remédier à leurs faiblesses. Quoiqu'il en soit de l'évolution future, le Gaullisme **apparaît** aujourd'hui comme solidement installé.

Le fait même qu'il n'ait pas cédé à la plupart des revendications des organisations syndicales est une grande victoire du pouvoir. Cela ne signifie pas que la classe dominante soit monolithique ; simplement la bourgeoisie a su se donner un arbitre assez fort pour faire taire ses divisions mais celles-ci subsistent : entre technocrates modernistes et conservateurs la lutte a été chaude sur l'Education nationale : les uns ont obtenu les U.I.T., la réforme des études de sciences, la sélection des « élites » — les autres ont réussi à conserver l'agrégation et à réduire considérablement la portée des réformes en lettres.

le syndicat

Pour combattre victorieusement le pouvoir, quelles sont les possibilités réelles de l'U.N.E.F.? L'U.N.E.F. actuellement c'est d'abord un mouvement désemparé qui ne sait plus clairement où il va. D'une part des AGE, centristes, sans ligne politique expriment plus l'idéologie vaguement de gauche des étudiants qu'elles n'interviennent réellement sur le milieu, de l'autre des A.G.E. qui ont tenté de mettre en oeuvre certains modèles syndicaux mais qui ont échoué : soit qu'on aboutisse à une totale dislocation de l'appareil

(avec parfois combinaison de crises financières, organisationnelle et militante), soit que, l'appareil syndical ayant été maintenu à un niveau satisfaisant, il apparaisse clairement néanmoins que les objectifs assignés tant pour la formation des militants que pour l'intervention sur le milieu n'ont pas été atteints. Dans tous les cas on assiste à un vieillissement des cadres syndicaux qu'on éprouve de plus en plus de difficultés à remplacer. Ne serait-ce que quantitativement, à cause de la baisse générale du potentiel militant et de la désorganisation de l'appareil national (Bureau national réduit en nombre, situation catastrophique des offices), le mouvement va éprouver d'énormes difficultés à structurer le milieu de façon correcte. A cela s'ajoute que les militants actuels sont soit insuffisants [insuffisamment] formés (et alors ils expriment l'idéologie du milieu) soit formés sur des bases politiques qui ont montré leur carence (et alors, en rupture totale avec leur milieu, ils sont incapables de mettre en oeuvre une intervention pédagogique). Ceci explique la paradoxe des Assemblées Générales de l'U.N.E.F. où la majorité des responsables syndicaux n'interviennent pas tandis qu'une minorité exerce sa verve critique sans jamais pouvoir proposer d'interventions positives.

Si nous nous détournons de l'état interne du mouvement pour analyser les rapports du syndicat avec la masse des étudiants, nous nous apercevons que la situation est défavorable.

Le milieu étudiant marque une désaffection certaine à l'égard de l'U.N.E.F. : baisse du nombre de cartes, baisse de confiance surtout en la capacité de l'UNEF à organiser des luttes de masse positives contre le pouvoir. Bref, l'UNEF est perçue dans le milieu comme étant < dans > une phase de recul. Cette perception n'est d'ailleurs pas fautive. Si nous faisons le point des luttes menées par l'UNEF pour la transformation démocratique de l'Université, nous nous apercevons que depuis plusieurs années le mouvement enregistre une série de défaites successives. La preuve de cet échec n'est d'ailleurs pas tant la non satisfaction de nos revendications que l'incapacité du mouvement à faire prendre conscience aux étudiants, enseignants et parents d'élèves de l'importance et de la signification réelle de l'enjeu. La dernière campagne revendicative où le mouvement a été dans l'incapacité d'organiser une grande manifestation de masse à Paris est là pour le prouver.

les enseignants

Mais dans le champ de forces ainsi créé nous ne sommes pas seuls avec le pouvoir. Les tierces forces sont un des éléments éventuels de la conjoncture puisque ce sont elles que nous

devons gagner pour isoler l'adversaire et renverser en notre faveur le rapport des forces. Ceci est d'autant plus important que la grève étudiante n'a pas l'efficacité directe de la grève ouvrière. Celle-ci cause un dommage réel à l'entreprise. Celle-là est plus du domaine de la pression morale que de l'action directe. L'essentiel de ces forces intermédiaires est constitué par les enseignants. Ceux-ci ont actuellement une attitude assez ambiguë à l'égard de la Réforme. Sans doute ont-ils tous des critiques à formuler envers le Plan FOUCHET, mais pour l'ensemble ils ne sont pas trop mécontents. Les scientifiques sont satisfaits de la modernisation des programmes et de la possibilité offerte par les nouvelles structures de sélectionner les sujets brillants. Les littéraires, s'ils sont en général satisfaits d'avoir su conserver l'essentiel des anciens programmes, protestent avec vigueur contre l'organisation actuelle du premier cycle. Mais cette protestation contre la spécialisation prématurée peut prendre un sens ambigu, libéral en un mot. Certes nous pourrions compter sur les syndicats de l'Enseignement Supérieur pour intervenir sur le corps enseignant et lui faire prendre conscience de la portée politique de la réforme. Il faut cependant se garder d'être optimistes sur les perspectives d'alliances intersyndicales. Outre que la syndicalisation des enseignants du supérieur est assez faible, la position des directions nationales à l'égard de leur base est assez délicate. On ne sait jamais chez l'adhérent de base du S.N.E. sup. ou du S.G.E.N. sup. qui, du professeur ou du syndicaliste, va l'emporter ; aussi les directions sont amenées à être assez prudentes pour ne pas rompre totalement avec leur base.

Du côté des enseignants la partie n'est donc ni gagnée ni perdue d'avance. Tout dépendra de la capacité des A.G.E. et du Bureau National à persuader les enseignants que notre lutte est aussi **leur lutte**.

3 la conjoncture politique générale

Ce qui caractérise le jeu politique à l'heure actuelle, c'est la préparation des législatives. Quelle va être la conséquence de cette préparation pour les luttes que nous avons à mener.

A ce propos il est bon de rappeler l'expérience des présidentielles. Celles-ci avaient eu deux conséquences :

- récupération par les appareils politiques des mouvements revendicatifs,
- plate-forme unitaire sur l'éducation nationale très en retrait par rapport aux positions de

chacun des partenaires.

Les 28 points de Mitterrand l'ont bien montré, il est toujours aisé de faire admettre à toutes les forces démocratiques que l'éducation nationale doit avoir un budget plus important, qu'il faut démocratiser l'enseignement... il est par contre beaucoup plus difficile de s'accorder sur les options de fond posées par les problèmes d'orientation ou de formation professionnelle.

Il semble que les Législatives seraient, sur ce plan-là, en continuité avec les Présidentielles et qu'elles pèseront lourd dans le sens d'une campagne de non à FOUCHET sans grand contenu politique, puisque simple exploitation à des fins électorales du mécontentement étudiant. Cependant les Législatives seront quelque peu différentes des Présidentielles. Les risques de grande stratégie unitaire sont assez minimes et l'on paraît s'orienter vers des luttes locales et diversifiées au moins du premier tour,

B. propositions d'actions pour le 1^{er} trimestre

En proposant d'organiser une campagne pour le premier trimestre, nous ne voulons pas sacrifier à la tradition. D'ailleurs divers éléments, l'état actuel du mouvement, la nécessité d'articuler la pratique revendicative sur une pratique de base, auraient pu nous amener à reculer l'échéance au second trimestre : mais la conjoncture ne le permettait pas. Outre les difficultés que nous aurions pu rencontrer au second trimestre à cause des législatives, la signification de notre choix aurait été corporatiste et centriste : l'UNEF, après une malheureuse expérience de politisation, abandonnerait la contestation politique du Plan FOUCHET.

Or, si l'application du plan crée des conditions spécifiques dont il nous faudra tenir compte, nous ne pensons pas qu'elles doivent nous conduire à accepter le cadre général de la réforme gouvernementale pour nous battre au niveau de son application. Le danger principal, à un moment où les choix politiques des dirigeants n'ont pas réussi à modifier réellement la pratique des militants et à mobiliser le milieu de façon significative, **c'est le recul centriste, c'est le**

corporatisme.

l'application du plan

Mais il ne peut s'agir d'engager une véritable épreuve de force avec le pouvoir. Même en engageant toutes nos forces dans la bataille au premier trimestre nous serons incapables d'empêcher **l'application du plan**. Nous ne proposons pas une action putschiste au premier trimestre, un baroud d'honneur, une flambée revendicative sitôt allumée sitôt éteinte. Il faut comprendre cette campagne du premier trimestre comme le premier élément d'une intervention qui doit être planifiée sur l'ensemble de l'année. Une campagne n'a pas toute sa signification en elle-même, elle est éclairée et transformée par ce qui la prolonge.

Choisissant d'organiser une campagne au premier trimestre nous risquons fort de voir se rééditer une campagne qui ait les caractéristiques suivantes :

- 1 **mobilisation des étudiants** sur des motifs corporatistes (difficultés à la mise en place d'une Réforme). Le peu de militants dont nous disposons pour intervenir efficacement sur ce donné brut de la rentrée risque d'être ici déterminant.

les dangers à éviter

• **PREMIER DANGER** : *l'aménagement du Plan FOUCHET*:

Sous prétexte que la Réforme gouvernementale entre en application dès cette rentrée dans le Supérieur, l'U.N.E.F. devrait se battre sur un terrain radicalement autre : de façon interne à la Réforme, sans en contester les axes essentiels ni les options fondamentales. Une telle tentation sera forte en cette rentrée à cause des difficultés dues aux moyens que s'est donné le Gouvernement pour appliquer sa propre Réforme.

• **DEUXIEME DANGER** : *Sous estimation de la portée du Plan FOUCHET*:

La volonté de Réforme du Gouvernement aurait rencontré de tels freins (le conservatisme des enseignants par exemple) que les changements introduits dans le système universitaire par la promulgation du Plan Fouchet se révéleraient minimes. L'U.N.E.F. devrait donc intervenir de façon exclusive sur ce que le Plan passe sous silence dans la réforme qu'il fait du système universitaire (problèmes pédagogiques par

exemple).

• **TROISIEME DANGER**: *Dénonciation globaliste à travers une politisation abstraite*

L'entrée en application de la réforme ne modifierait en rien les conditions de luttes et l'U.N.E.F. pourrait s'en tenir au type de campagne revendicative mis en place en mars dernier. Ainsi, malgré l'échec des luttes syndicales pour empêcher l'adoption de la réforme, l'U.N.E.F. devrait continuer à proclamer un « Non au Plan FOUCHET », comme par le passé — sans souci de pédagogie à l'égard du milieu.

- 2 **politisation de ces objectifs** par une dénonciation assez idéologique du plan. Ici c'est la **politisation** abstraite et superficielle des militants, c'est la conjoncture politique générale qui vont être déterminantes.

Bref, une campagne à la fois corporatiste et globaliste sans grand impact sur le milieu ne favorise aucune prise de conscience réelle des déterminations qui pèsent sur le système d'enseignement.

C'est à ces risques qu'il faut parer en mettant en place un plan de campagne. Trois problèmes seront successivement envisagés :

- a — la pratique de base à la rentrée et au premier trimestre,
- b — les **thèmes** nationaux et les objectifs revendicatifs,
- c — les contacts avec les forces syndicales et démocratiques.

a) LA PRATIQUE DE BASE A LA RENTREE ET AU PREMIER TRIMESTRE :

La nécessité d'une pratique de base relève de notre conception générale du syndicat. Nous refusons des luttes de masse où les objectifs revendicatifs ne soient pas réellement pris en charge par les étudiants, où aucun rapport pédagogique ne soit instauré entre l'appareil et la base. Nous pensons que la pratique manipulateur est à terme inefficace puisque nous voulons forger une volonté politique réelle dans le milieu étudiant.

Vouloir instaurer un lien pédagogique entre la pratique universitaire des étudiants et les problèmes politiques, c'est privilégier un certain type de **structures syndicales**.

b) LES THEMES NATIONAUX ET LES OBECTIFS REVENDICATIFS

Nous connaissons bien les limites d'une telle pratique de base ; difficulté à faire le lien entre problèmes universitaires et problèmes pédagogiques à cause surtout de la carence des militants : il est clair que nous n'avons <pas> en cette rentrée 66, la masse de militants nécessaire à une telle intervention. Nous savons tous que certains comités ne se mettront même pas en place, que d'autres en resteront au pur et simple corporatisme. C'est découvrir la nécessité d'une campagne nationale pour récupérer l'action locale et aussi lui donner **un minimum de cadre politique**.

Cinq thèmes semblent devoir guider la réflexion et l'activité de l'U.N.E.F. tout au cours de l'année :

- orientation et spécialisation (cette formulation pour montrer que nous ne voulons pas poser le problème de l'orientation de manière libérale),
- formation théorique et formation professionnelle,
- formation théorique et pédagogique des enseignants,
- les conditions **économiques** d'une démocratisation (allocation d'études),
- les problèmes pédagogiques et normes d'encadrement.

Si la réflexion doit dès maintenant débiter sur ces différents thèmes, il est clair qu'ils ne peuvent faire tous également l'objet d'une intervention syndicale. La multiplicité des thèmes dans une campagne fait que leur contenu précis est oublié tandis qu'est mise en valeur la dénonciation globale du Plan. C'était le cas de la dernière campagne. Il nous a semble intéressant de **/centrer/** l'effort pédagogique sur deux thèmes pour donner plus de contenu à notre campagne.

Le choix de ces thèmes procède d'une lecture de la conjoncture (le stade d'application du plan avec importance particulière des problèmes d'orientation et des problèmes d'encadrement) au travers de notre analyse générale du Plan FOUCHET.

Ces thèmes sont les suivants :

- orientation et spécialisation,
- normes d'encadrement et problèmes pédagogiques.

Ces deux thèmes, au niveau d'une plate-forme, peuvent être spécifiés en un système de mots d'ordre.

1. — Mots d'ordre structurels en liant le

problème du C.O.U. à celui de l'entrée en 6^e.

Ce mot d'ordre du C.O.U. devrait être explicité par les slogans suivants :

- faire précéder toute spécialisation professionnelle d'une réelle orientation,
- asseoir toute formation professionnelle sur une formation théorique sérieuse.

2. — Mots d'ordre sur les conditions **pédagogiques** d'une véritable orientation.

Il nous semble extrêmement important de bien articuler ces différents aspects (« structurels » et pédagogiques) de la revendication.

Nous pensons ainsi échapper à la fois à une campagne d'aménagement du Plan Fouchet et à une campagne « corporatiste ».

L'action nationale se situera entre **la fin novembre** et les premiers jours de décembre, selon des formes encore à déterminer. De toute manière une réunion de présidents d'A.G.E. convoquée pour la mi-novembre prendra la décision définitive à ce sujet, en fonction des possibilités locales et de la mobilisation opérée.

c) LES PROBLEMES INTERSYNDICAUX

1 - les enseignants

Nous avons insisté précédemment sur les ambiguïtés des enseignants en face de la réforme. Mais ces ambiguïtés ne devraient pas nous conduire à une dénonciation **unilatérale** du conservatisme des enseignants ou à un refus de l'action commune. Car au sein du système universitaire les attitudes des enseignants et des étudiants face à la réforme font couple. Toute exigence des étudiants en face de leurs professeurs pour que ceux-ci modifient leur pratique doit s'accompagner d'une exigence corrélatrice du syndicat étudiant en face de ses propres adhérents.

Etudiants et professeurs sont **ensemble** les agents d'un système scolaire qui a une fonction de classe bien établie. Ensemble ils participent — quelles que soient leurs déclarations verbales — à la conservation. Ce n'est qu'ensemble qu'ils peuvent oeuvrer à la transformation de ce système.

Nous devons donc au maximum développer les contacts avec les enseignants quitte à recenser difficultés et clivages.

Les contacts doivent se développer:

- à la base : par la création de commission

enseignants-étudiants (pour le contenu de telles commissions voir « 21/27 » Printemps 66).

- au niveau des AGE, et des corps par la constitution de commissions enseignants-étudiants sur un ou plusieurs des thèmes cités ci-dessus.

Au moment même où une action commune sera envisagée ou menée avec les enseignants, il est essentiel de développer des discussions de fond pour ne pas tomber dans l'unitarisme facile.

2 - contacts ouvriers

De même les contacts avec les centrales ouvrières devraient être développés, dans la mesure où dans certains secteurs nous pouvons dépenser les actions de solidarité pour donner plus de contenu aux actions communes. Dans cette optique les problèmes de formation professionnelle doivent être privilégiés.

3 - projet de colloque

Au niveau national, l'UNEF, a lancé avec le S.N.E. Sup, et le S.G.E.N. Sup. un Colloque sur les problèmes de l'Enseignement Supérieur. Ce colloque vise à poser les problèmes de fond de l'Enseignement Supérieur :

- formation des cadres,
- formation des enseignants,
- rapports pédagogiques,
- conditions d'une démocratisation.

La participation importante des Centrales Ouvrières et des Fédérations de Cadres aux travaux du Colloque est acquise.

Les organisations politiques suivantes :

- P.C.F.
- F.S.D.S.
- Parti Radical
- S.F.I.O.
- P.S.U.

invités au Colloque ont donné une réponse favorable.

Ce Colloque devrait :

- prolonger la campagne revendicative en lui donnant plus de cadre politique,
- offrir une structure de recherche sur les problèmes de fond à un moment où un opportunisme dans les alliances va se développer.

Les problèmes pédagogiques

Ce thème d'intervention a été déjà longtemps étudié : d'abord dans le « 21/27 » de Printemps 66, ensuite dans le « LAMBDA » de rentrée. Il n'est donc pas question de revenir sur les analyses de fond et les propositions concrètes d'action que les militants pourront trouver dans ces deux numéros précédents. Il s'agit simplement de montrer comment ce thème s'articule avec le thème d'orientation et spécialisation et aussi de préciser certains points qui ont pu sembler ambigus dans les précédentes analyses.

S'interroger sur les problèmes d'orientation et de spécialisation, c'est d'abord analyser les conditions (égales ou inégales) d'accès d'une couche d'âge dans l'Enseignement et le cheminement des différents individus à l'intérieur de structures qui se diversifient en fonction des devenir professionnels. Or nous savons que tout au long de l'enseignement s'effectue un écrémage et une ségrégation sociale de telle sorte que soit par élimination des « voies royales », soit par retard scolaire, soit par relégation dans des disciplines moins « nobles », les enfants des classes défavorisées se retrouvent en grande majorité dans les voies courtes, dans les disciplines techniques. Les mécanismes qui assurent cette distribution sociale dans les différents cycles sont de divers ordres : mécanismes directs à savoir les inégalités de départ (disparité des revenus, inégalités culturelles de fait) et mécanismes induits et internes du système scolaire (rapport pédagogique). En comptant comme acquis les savoir-faire qui sont partie intégrante de la culture dominante, c'est-à-dire celle de la classe dominante, en les exigeant à l'examen alors qu'elle ne les transmet pas explicitement, en dévalorisant ce qu'elle transmet comme « culture scolaire », l'école, par le rapport pédagogique, contribue à renforcer les inégalités de fait (économiques et culturelles) qui distinguent les enfants des diverses couches sociales et même à les justifier puisque, au terme d'un processus d'intériorisation, ce qui était destin social est vécu comme mérite personnel. Ainsi, grâce à un mécanisme indirect, non seulement le fils d'ouvrier a plus de chance que le fils de médecin de se retrouver en C.E.T., ou en I.U.T. puisque les voies royales de l'Université Française sont réservées à ceux pour

qui la culture familiale est très proche de la culture scolaire (alors que pour le fils d'ouvrier l'apprentissage de la culture scolaire est aculturation, c'est-à-dire passage d'une culture à une autre) — mais aussi, par ces mécanismes indirects, les enfants n'ont pas l'impression d'une orientation impérative et croient même avoir choisi, librement, en fonction de leur « vocation ». Une étude des C.S.E. dans les C.E.T. montre que tout le système scolaire dans ces établissements fonctionne de manière à ce que l'enfant arrive à se dire : « Non, vraiment, je ne suis pas doué pour la culture générale, je ne suis pas un intellectuel mais un manuel. Il est très bien que je devienne chaudronnier... ».

Une technique artisanale de la culture.

Une intervention sur le rapport pédagogique vise donc à augmenter la part de ce qui est transmis explicitement par l'école afin que soit diminuée l'importance de l'héritage culturel, elle vise aussi à faire en sorte que la transmission du savoir se fasse de la manière la plus scientifique possible. Or, une telle revendication débouche nécessairement sur une remise en cause du contenu même du savoir transmis. Ce que Bourdieu et Passeron ont mis en évidence, c'est l'existence dans nos facultés de lettres d'une technique **artisanale** de la culture ce qui implique :

- 1° un contenu idéologique (et non scientifique) = culture générale dominante,
- 2° un mode de transmission correspondant (initiation incantatoire et non transmission méthodique).

« L'acte de transmission culturelle est l'actualisation exemplaire d'un certain type de rapport à la culture » (Bourdieu et Passeron) et donc d'une certaine conception de la culture. Le cours ex cathedra n'est pas une technique pédagogique indifférente à son contenu : le cours ex cathedra se propose en exemple de prouesse intellectuelle et par là il définit la culture légitime et le rapport légitime de cette culture. Aussi le mot d'ordre « pédagogie rationnelle » est ambigu car il ne s'agit pas pour nous de croire rationaliser un mode de transmission sans intervention sur ce qui est transmis. Les professeurs de lettres qui s'opposent avec virulence à ce mot d'ordre n'ont donc pas une attitude aberrante : il est vrai qu'une pédagogie rationnelle en lettres en arriverait à désacraliser la culture. La conception actuelle de la littérature entraîne une certaine conception de son enseignement : le professeur, archétype de l'homme cultivé, cherche à faire communier ses élèves dans une expérience esthétique commune. Le résultat est le suivant : à part les données chronologiques et bibliographiques, le cours se résume dans un commentaire qui a moins pour

fonction d'expliquer l'oeuvre que de faciliter l'extase. L'explication d'un poème est elle-même poème. On voit bien par là qu'intervenir sur le mode de transmission et intervenir sur le contenu vont de pair.

La Fac de Sciences.

En Sciences les diverses disciplines sont l'objet de pratiques en général scientifiques et rigoureuses mais ce sur quoi nous pouvons intervenir, c'est sur la théorie même de la science, soit qu'il y ait absence totale chez certains professeurs, soit qu'on rencontre des idéologies pseudo-scientistes ou pseudo bergsonienne. C'est pourquoi en fac de sciences la revendication s'exercera surtout en faveur de l'introduction de la méthodologie et de l'épistémologie. A cette seule condition l'on évitera que coexistent une pratique scientifique et la perception idéologique de cette pratique.

Comme le montre l'analyse précédente, ce thème d'intervention se diversifie en trois niveaux :

- 1° conditions matérielles : normes d'encadrement, conception des locaux, salles de travail, bibliothèques, etc...
- 2° mode de transmission du savoir : méthodes pédagogiques,
- 3° contenu du savoir : exigence de scientificité, méthodologie, épistémologie.

Le sens politique d'une telle intervention n'a pas été toujours clairement perçu. De ce que le rapport pédagogique concernait l'enseignant et l'enseigné à l'intérieur du cadre scolaire, on en a tiré la conclusion abusive qu'une revendication en ce domaine n'avait rien de politique. Le Gouvernement, pour une fois, n'y avait aucune part. Tout dépendait des agents du système scolaire lui-même et tout était possible en raison de la relative autonomie de ce système.

Une telle conception est aberrante. S'il existe une relative autonomie du front de lutte idéologique sur le front de lutte économique et si, en conséquence, des objectifs partiels peuvent être obtenus dans le premier domaine sous changement radical dans le système socio-économique, il n'en demeure pas moins que le rapport pédagogique et le contenu du savoir dispensé sont déterminés en dernière instance par l'économique. Aussi l'intervention sur le rapport pédagogique n'offre pas fondamentalement plus de possibilités qu'une intervention, par exemple, sur les structures. Dans les deux cas seules des victoires très partielles sont possibles, victoires qui ne prennent réelle signification politique que si elles apparaissent comme partielles, c'est-à-dire qu'elles n'ont aucun intérêt en-dehors des procès de mobilisation et de la prise de conscience

qu'elles peuvent permettre d'opérer. (En retour il est bien évident que mobilisation et prise de conscience ne s'effectuent que si la revendication proposée est juste. De plus l'obtention de revendications doit être recherchée puisqu'elle entretient le processus de mobilisation.)

Simplement, en raison de la relative autonomie de la sphère idéologique par rapport à la structure sociale, des gains locaux y sont plus facilement obtenus et nous ne butons pas d'emblée sur le problème du préalable politique et de la révolution socialiste. Parallèlement il ne suffit pas de changer les rapports sociaux de production pour opérer dans l'Université les transformations nécessaires. Instance relativement autonome, l'Université a la faculté étonnante de s'autoperpétuer et donc la révolution politique et sociale ne suffit pas à faire à révolution dans l'Université même.

Le système universitaire

Il est une autre déviation dont il faut se garder : de ce que le rapport pédagogique est à la fois peu efficace et peu démocratique, il ne faut pas conclure abusivement à une identification entre efficacité et démocratie, rendement du système d'éducation et justice scolaire. Par l'identification arbitraire des exigences techniques de la rationalité et des exigences politiques de la démocratisation on se donne l'illusion de faire à la fois la politique la plus efficace et la politique la plus généreuse. C'est pourquoi il est ambigu de parler de pédagogie rationnelle comme si notre combat était celui de la rationalité contre l'irrationalité. C'est mal se préparer à faire évoluer l'école que de ne voir qu'inertie professorale, traditionalisme, etc. En fait, il faut opposer rationalité à rationalité. Car le système scolaire est multifonctionnel et il s'agit de savoir la fonction que l'on privilégie : formation théorique, intégration culturelle et sociale, formation professionnelle. Le système universitaire français n'est pas inefficace si l'on prend comme référence sa fonction de socialisation. Le combat est donc entre deux volontés politiques opposées et non entre deux conceptions organisationnelles dont l'une serait aberrante et l'autre parfaite. Parmi les diverses fonctions remplies par l'école, il faut faire des choix, opérer des priorités et ce en référence avec une volonté politique. Nous n'avons pas une vision idyllique d'un système où l'optimum se confondrait avec le maximum en tous les domaines, ce qui est la définition du système utopique. En particulier, pour ce qui concerne le rapport pédagogique, notre intervention syndicale augmentera nécessairement le coût de la transmission du savoir et non seulement pour l'Etat mais aussi pour les professeurs et pour les étudiants (qui ne pourront plus se contenter d'écouter vaguement le cours). Cette dénonciation de toute déviation

utopiste doit être présente à l'esprit de tous les militants afin que la partie adverse n'ait pas la partie trop belle.

orientation et spécialisation

L'idéologie libérale et démocratique de l'orientation :

Si l'on considère les tenants et aboutissants du processus de formation réalisée par l'institution scolaire, l'on découvre que l'Université est insérée dans une société caractérisée par une division du travail ; les enfants et étudiants ont en effet :

- une origine de classe : **leurs parents ont une place définie dans la division sociale du travail. Les enfants sont au départ inégalement économiquement et culturellement,**
- un devenir de classe : **lorsqu'ils entrent dans la vie active (que ce soit au sortir de l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur) ils auront une place définie dans la division technique du travail et donc dans la hiérarchie sociale. Le processus de formation s'inscrit donc entre une inégalité de départ et une inégalité d'arrivée.**

Quel est le rôle de l'instruction scolaire. Sa fonction « déclarée » c'est de permettre par une orientation véritable une gigantesque redistribution des cartes ; la répartition des enfants au sortir de l'école ne se faisant plus selon les critères de départ (critères sociaux) mais selon des critères démocratiques — c'est-à-dire selon les goûts et aptitudes de chacun.

Au minimum — car tout le monde s'accorde pour concéder que l'Université ne remplit pas

pleinement sa tâche, l'Université corrigerait les inégalités de départ, même si elle ne réussissait pas à les effacer totalement. La société étant ce qu'elle est, l'école serait le principal facteur de démocratisation en permettant la mobilité sociale.

Le rôle réel de l'Ecole

En fait, c'est l'inverse qui se produit. Loin d'atténuer les inégalités, l'école les redouble. L'école pourrait être simplement inefficace, en fait son efficacité est exactement à l'opposé de celui qu'on lui prête habituellement. L'Université n'est pas une instance autonome insérée dans une société donnée, un foyer démocratique dans une société qui ne l'est pas, mais au contraire elle concourt de manière spécifique (là réside son autonomie) au maintien des privilèges sociaux. Et l'idéologie démocratique-libérale que nous avons décrite est l'un des facteurs de ce redoublement par l'école des inégalités de départ, puisqu'elle favorise l'intériorisation en vocation du destin social des individus. Les enfants et étudiants vivent comme une hiérarchie des aptitudes ce qui relève de la hiérarchie sociale.

Les mécanismes d'orientation avant la Réforme :

Une analyse des mécanismes d'orientation corrobore cette analyse. En règle générale, l'enseignement ne présente pas avant la réforme une multiplicité de filières. C'est presque toujours (c'est particulièrement vrai pour le Supérieur) un enseignement linéaire, apparemment démocratique puisque tous suivent la même voie.

En fait, il n'existe aucun choix réel. L'alternative à chaque pallier est la suivante : accéder au grade supérieur, ou se voir condamné à quitter l'école. Par cette « orientation » par l'échec la population scolaire est progressivement distribuée entre les divers devenir professionnels, l'accès aux grades universitaires les plus élevés correspondant aux postes les plus élevés dans la hiérarchie sociale. Cette orientation théoriquement fonction des aptitudes est en fait fonction de critères sociaux, à cause du contenu du savoir et des techniques de sa transmission.

Mais en fait, dès avant la réforme, l'enseignement n'est pas totalement linéaire. Il existe des disciplines ou des sections jouant

l'office des voies courtes institutionnalisées par la réforme et où sont relégués les enfants des classes populaires. L'« orientation » peut prendre la forme de l'élimination pure et simple ou d'une relégation suivie à terme d'une élimination puisque ces structures de relégations sont souvent des impasses.

Ainsi, dans l'enseignement supérieur les enfants des classes populaires sont relégués dans les facultés de sciences, puis dans les facultés des lettres, tandis que les facultés de droit et de médecine demeurent l'apanage quasi-exclusif des privilégiés. Mais cette analyse est encore trop sommaire. Au sein des facultés de sciences certaines sections sont plus spécifiquement des structures de relégations (SPCN - MPC). Si le choix des étudiants des classes populaires est ainsi restreint c'est que de telles structures d'orientation existent dès l'entrée en sixième (le technique et le moderne par exemple). Sous couvert d'un choix libre (lié aux aptitudes et aux goûts de chacun, c'est en fait une orientation autoritaire qui s'effectue dès avant la réforme, une distribution des enfants dans les divers postes de la division du travail selon leur origine sociale.)

La crise de l'Université et les réformes gouvernementales :

Si l'institution scolaire remplit si bien la fonction de classe qui lui est impartie, pourquoi la réforme ?

Nous avons insisté à dessein sur la rationalité du système d'enseignement par rapport aux fins qui lui sont assignées, le moment est venu d'analyser un autre élément. L'Université n'est pas déterminée mécaniquement par l'économie. Concourant de manière spécifique (par des mécanismes qui lui sont propres) au maintien des privilèges sociaux, elle peut être, à un moment donné, décalée par rapport à l'instance économique (correspondant à un niveau dépassé du développement des forces productives).

Nous approcherons de manière empirique ce décalage, incapable que nous sommes d'analyser correctement la phase actuelle du capitalisme français.

L'Université — comme l'institution scolaire dans son ensemble — s'est trouvée en face de problèmes nouveaux à résoudre.

— Accroissement considérable de la population

scolaire, causé tant par le développement démographique que par l'augmentation du taux de scolarisation.

Dès lors, la machine à éliminer que nous avons décrite a eu des ratés. Lorsqu'une minorité d'enfants seulement accédait à l'enseignement scolaire les éliminés étaient relativement peu nombreux. Aux différents barrages et examens le nombre des éliminés s'est accru proportionnellement à la croissance des effectifs. Une masse croissante de jeunes s'est trouvée ainsi éliminée de l'école sans titre universitaire ni qualification professionnelle. Il ne faut pas cependant majorer le danger que représente pour l'Etat cette masse d'éliminés, car parallèlement à ce processus se développaient dans les pays développés une foule d'emplois correspondant justement à la catégorie intellectuelle moyenne des diplômés vagues et des demi-diplômés.

— Besoins de l'industrie et du secteur tertiaire en cadres moyens et subalternes possédant un minimum de qualification :

Ces besoins exigeaient une diversification extrême des structures d'un enseignement généralement linéaire.

Précisons toutefois que l'appréciation quantitative et qualitative de ces besoins — telle qu'on la découvre par exemple dans les rapports du V^o Plan — n'est pas socialement neutre. Ne parlons pas des « besoins réels » de la société puisqu'il s'agit des besoins d'une économie donnée, l'économie capitaliste, caractérisé par des rapports sociaux de production définis et donc par une division sociale du travail.

Structures d'orientation et de spécialisation mises en place par la réforme :

La situation du système scolaire français à la veille de la réforme peut donc être ainsi résumée : l'Université remplit de manière rationnelle sa fonction sociale, la remplissant de manière spécifique, elle se trouve décalée par rapport aux besoins de l'économie. L'équation est simple — Il s'agit de transformer les structures de l'enseignement pour obtenir un double résultat :

— distribuer une population scolaire accrue de manière à satisfaire aux divers types de qualifications liées à la division technique

du travail,

— opérer cette distribution dans les divers postes de la division du travail selon les mêmes critères sociaux qu'auparavant.

Pour ce faire on multiplie et l'on institutionnalise les voies courtes.

a) L'institutionnalisation de la relégation.

On offre ainsi aux éliminés des voies longues un refuge, sous couvert d'orientation positive et de démocratisation. Les nouvelles couches parvenant à l'Université sont ainsi canalisées dans certaines structures correspondant approximativement aux demandes les plus urgentes du marché de l'emploi.

Nous pouvons énumérer ces structures de relégation :

à l'entrée en 6^e :

— les C.E.G.
— l'enseignement technique,
— les sections modernes des lycées.

au sortir de la 3^e :

— second cycle court.

au sortir du bac :

— les I.U.T.
— certaines sections de la Faculté des Sciences (SPCN - MGP).

b) Une formation monoteknique donnée dans ces voies courtes.

On a pu prétendre que cette formation au rabais était contradictoire par rapport aux « besoins réels » de la société. En fait, cette formation monoteknique est dans la logique de la société capitaliste.

— parce qu'elle est la moins coûteuse,
— parce qu'elle asservit les individus au poste défini qu'ils occupent dans l'entreprise, sans possibilité réelle de recyclage.

La Réforme FOUCHET ne représente donc pas une rupture radicale, le passage de l'orientation libérale à une orientation impérative de type technocratique.

Car l'orientation avant la réforme n'avait de libérale que le nom. En droit libéral, l'orientation était en fait commandée par les lois d'un système rigoureux. L'orientation avait cela de libéral que l'individu croyait choisir librement ce que tout le système le contraignait à choisir — le destin social devenant vocation. De même peut-on penser que l'idéologie libérale continuera à servir l'orientation impérative et autoritaire mise en place par la Réforme.

Les réponses syndicales :

Nous percevons par la précédente analyse les difficultés d'une réponse syndicale correcte. Les mots d'ordre tels « non à l'orientation et à la spécialisation prématurée », « donner à tous une culture générale » ne sont pas exempts d'ambiguïtés, car ils donnent dans l'idéologie libérale de l'orientation qui est toujours teintée de mépris pour la technique et la spécialisation.

Par ailleurs les mécanismes d'orientation s'engrenent dès l'entrée en 6^o. On saisit là l'ambiguïté d'une revendication au niveau du seul supérieur. Ce sont ces deux soucis (désir d'éviter une réponse libérale, liaison avec le secondaire) qui ont guidé notre élaboration.

L'idée centrale c'est de faire précéder toute spécialisation d'une formation théorique de base (nous n'entendons pas par formation théorique culture générale). Pour les I.U.T. scientifiques nous entendons par formation théorique, une formation scientifique dans la discipline de l'I.U.T., envisagée accompagnée d'un enseignement d'épistémologie qui permette à l'étudiant de situer sa discipline par rapport aux autres champs du savoir.

Cette exigence au niveau du savoir transmis se traduit par des exigences structurelles :

- quant à la durée des études pour les T.S. (3)
- quant au rattachement des I.U.T. aux facultés par département.
- quant aux professeurs devant enseigner

dans les I.U.T. (exigence liée à la précédente).

De même nous semble-t-il essentiel pour les études de lettres de faire précéder par une formation théorique toute spécialisation disciplinaire.

Ces différentes micro-revendications — au niveau des I.U.T. et des premiers cycles — sont toutes articulées autour de la même exigence.

Elles débouchent sur la revendication du cycle d'orientation universitaire.

Il faut soigneusement distinguer ici les micro-revendications formulées à la base qui sont des véritables objectifs revendicatifs et notre mot d'ordre national qui vise à traduire notre opposition globale aux structures d'orientation de la Réforme gouvernementale. Nous ne considérons pas le cycle d'orientation universitaire comme un objectif structurel partiel pouvant être obtenu dans le cadre de la Réforme.

Aussi, devons-nous lier ce mot d'ordre :

— à nos revendications pédagogiques ce qui pourrait se traduire par le slogan suivant : Toute orientation est ségrégation sans transformation de la relation pédagogique.

— à une sensibilisation sur tous les problèmes de l'orientation dans le secondaire. Dans les prises de paroles, tracts et colloques les A.G.E. et les militants veilleront à ce que ces liaisons soient bien faites.